

Service prévention des risques industriels, climat, air, énergie
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur 

ORANGE EX FRANCE TELECOM

78 RUE OLIVIER DE SERRES
75015 Paris

Références : P4S-24-164
Code AIOT : 0010600573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement ORANGE EX FRANCE TELECOM implanté 131 avenue Félix Faure 69003 Lyon. L'inspection a été annoncée le 11/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGE EX FRANCE TELECOM
- 131 avenue Félix Faure 69003 Lyon
- Code AIOT : 0010600573
- Régime : Autorisation (en cours de régularisation)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Orange situé au 131 avenue Felix Faure à Lyon 3eme (site de Lacassagne) héberge des installations informatiques, qui nécessitent un rafraîchissement permanent. Il dispose à ce titre d'un arrêté préfectoral du 02 septembre 2005, l'autorisant à exploiter des installations de compression-

réfrigération. Il exploite ainsi des tours aéroréfrigérantes classées sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2921 et exploite également la nappe des alluvions du Rhône pour la production de froid via une installation géothermique, relevant du régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et au code minier relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Température de rejet	Code de l'environnement du 07/10/2024, article R.122-5	Demande de justificatif	15 jours
2	Protection des têtes de puits	Arrêté Préfectoral du 02/09/2005, article 4-2-1	Demande de justificatif	15 jours
4	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan d'inspection des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	Demande d'action corrective	1 mois
6	Périodicité de contrôles	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-IV	Demande de justificatif Demande d'action corrective	1 mois
7	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7-1	Demande de justificatif Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Garanties financières	Décret du 12/11/2010, article 4-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté en séance plusieurs éléments qui montrent une démarche de réduction de son impact sur l'environnement; éléments absents du dossier de demande d'autorisation environnementale. Il est donc invité à transmettre un dossier complété au plus tard le 25 octobre 2024. Par ailleurs, cette visite a été l'occasion de contrôler la conformité des systèmes frigorifiques vis à vis de la réglementation relative aux appareils à pression. Il en ressort que l'exploitant met en place un suivi de ces installations et réalise des contrôles réglementaires. Toutefois, certaines exigences ne sont pas satisfaites, notamment le fait de disposer de plans d'inspection et le suivi informatique des installations reste à fiabiliser (erreurs de dates).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Température de rejet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/10/2024, article R.122-5
Thème(s) : Risques chroniques, Impact des rejets sur la nappe souterraine
Prescription contrôlée : II. - En application du 2° du II de l'article L. 122-3, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire : 5°f) Des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ; 6° Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence ; 7° Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine ; 8° Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour : - éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ; - compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité. La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5° ; 9° Le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées ;
Constats : L'exploitant a présenté en séance sa démarche d'optimisation du fonctionnement des installations afin de réduire les impacts sur la nappe souterraine. Par exemple, la température des locaux abritant les serveurs a été modifiée en cohérence avec les recommandations des fabricants : de 21°C à 25°C. La limite de 30°C de température actuellement autorisée est programmée sur le système de gestion technique des bâtiments. Une alarme est émise dès que cette température est atteinte. Quand c'est possible (en heures ouvrées), un technicien intervient pour vérifier la source de l'incident. Dans l'intervalle, le froid est produit par les TAR qui prennent le relai en remplacement du fonctionnement de la géothermie. La température, le débit, la conductivité et les niveaux de la nappe sont mesurés et font l'objet d'enregistrements. Le jour de la visite, la température moyenne de l'eau rejetée était à environ 27°C, pour une eau prélevée à 16°C. Enfin, l'exploitant a présenté des paramètres de fonctionnement abaissés par rapport aux valeurs présentes dans le dossier. Par exemple, le volume annuel prélevé est abaissé à 3 000 000 m ³ , au

lieu des 4 000 000 m3 actuellement autorisés. L'ensemble de ces informations n'était pas présent dans le dossier déposé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à compléter son dossier avec l'ensemble des éléments présentés en séance, afin de permettre à toutes les parties prenantes, une meilleure analyse du dossier. Les données de fonctionnement (à minima : températures pompage et rejet, débit, niveau de la nappe, conductivité) de l'été 2024 devront être intégrés à l'analyse. Le dossier complété devra être déposé au plus tard le 25 octobre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Protection des têtes de puits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2005, article 4-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des têtes de puits
Prescription contrôlée : Pour les forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes , et pour prévenir tout dégât sur les installations et toute introduction de pollution de surface.
Constats : L'exploitant a présenté la tête du puits C2n. Après avis technique de la société Dir'Eau, la mise en place de capot ou de bride contre bride est techniquement impossible à réaliser sur le site d'Orange (tous les puits présentent la même configuration). En revanche, les tampons d'accès aux têtes de puits sont étanches.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le dossier doit être complété avec l'avis technique de la société Dir'Eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Décret du 12/11/2010, article 4-2
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : I.-Avant l'ouverture des travaux miniers mentionnés à l'article L. 162-2 du code minier, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières. Ce document

est établi selon un modèle défini par arrêté du ministre chargé des mines, lorsque les garanties financières exigées résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle. L'exploitant communique au préfet le récépissé de consignation, lorsque la garantie financière résulte d'une consignation.

Un arrêté du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé des mines fixe la liste des pièces nécessaires à la consignation et à la déconsignation de ces garanties financières.

Sauf pour les installations relevant de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi d'après les indications de l'exploitant dans le document mentionné au 4° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement et compte tenu du coût des opérations suivantes, telles qu'elles sont indiquées dans l'arrêté d'autorisation :

1° Les mesures d'arrêt des travaux à réaliser, dans le cadre de la procédure prévue au chapitre III du titre VI du livre Ier du code minier ;

2° La surveillance du site et le maintien en sécurité des installations pendant la période couvrant la phase d'exploitation, jusqu'à la fin des travaux miniers, ainsi que le suivi réalisé pendant les dix premières années suivant la fin de l'exploitation ;

3° Les interventions éventuelles, en cas d'accident, survenant avant ou après la fermeture, susceptible d'entraîner, pour les intérêts mentionnés à l'article L. 161-1 du code de minier, des conséquences graves, qu'elles soient immédiates ou différées.

Le détail des opérations devant figurer dans ce document est défini par arrêté du ministre chargé des mines. Indépendamment de la mise en jeu des garanties financières pour les opérations qu'elles couvrent, l'exploitant demeure tenu aux obligations mentionnées au chapitre V du titre III du décret du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains.

II.-Les garanties financières exigées résultent :

1° Soit de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ;

2° Soit d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.

Le siège social de la personne morale garante est situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Le préfet peut déterminer, après consultation de l'exploitant, la nature des garanties financières auxquelles est subordonnée la délivrance de l'autorisation d'ouverture de travaux miniers.

III.-L'arrêté d'autorisation fixe le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant, notamment sur la base du rapport annuel mentionné à l'article 35 du décret du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains.

IV.-Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans. Trois mois au moins avant l'échéance des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet un document attestant leur renouvellement. Toutefois, lorsque le respect de la période minimale de trois ans amènerait à dépasser la durée de l'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant en informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de validité de l'engagement du garant.

Constats :
La visite a été l'occasion d'évoquer l'arrêté ministériel du 26 juin 2024 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues à l'article L. 162-2 du code minier, applicable à l'actuel dossier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant est invité à prendre connaissance de l'arrêté ministériel précité relatif aux GF et à compléter le dossier avec les informations disponibles à ce jour. Dans tous les cas, en cas d'autorisation, l'arrêté préfectoral fixera le montant de celles-ci.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite la liste de ses équipements sous pression. Elle contient 9 ensembles frigorifiques. Cette liste appelle les remarques suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • les ensembles frigorifiques sont listés mais pas les équipements soumis au suivi en service les constituant • il est indiqué groupe 1 pour les fluides R134a alors qu'il est du groupe 2 • il est indiqué suivi selon un programme de contrôle (PC), c'est une erreur. Le PC concerne uniquement les tuyauteries. Seul le suivi par plan d'inspection doit être indiqué. Pour l'ensemble TRANE EKR0961, la date de requalification n'est pas cohérente entre le marquage sur l'équipement et la liste des équipements sous pression (ESP). Il est indiqué pour la date de requalification le 28/11/2019 dans la liste, alors que celle-ci a eu le 04/03/2019. Après analyse avec l'exploitant, cette date vient de la Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) et correspond à la clôture de l'ordre de travail (OT). Cela entraîne un mauvais point de départ pour les échéances réglementaires. Le jour de l'inspection, aucun équipement n'était en retard de requalification périodique. Néanmoins l'exploitant doit rester vigilant et mettre à jour les dates dans son outil de gestion, afin d'éviter un retard de plusieurs mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour la liste avec les remarques au plus tard sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Plan d'inspection des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'inspection des ESP selon CTP système frigorifique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; <p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne disposait pas des plans d'inspection pour ses systèmes frigorifiques.</p> <p>Ce plan d'inspection est obligatoire depuis le 1er janvier 2021 pour pouvoir bénéficier des aménagements liés au <i>cahier technique professionnel porté par l'union syndicale nationale des exploitations frigorifiques (USNEF) pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression - version du 23 juillet 2020</i> reconnu par la décision BSERR n°20-037 du 19 août 2020 modifiant la décision BSEI n°14-078 du 7 juillet 2014 relative à la reconnaissance d'un <i>cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression (article 5)</i>.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Rédiger les plans d'inspection associés aux systèmes frigorifiques au plus tard sous 1 mois (requis depuis le 1er janvier 2021). Transmettre à la DREAL les plans d'inspection du système frigorifique vu en inspection (Ensemble frigorifique TRANE EKR0961).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Périodicité de contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Périodicité IP et RP
Prescription contrôlée : <p>IV. Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Pour l'ensemble TRANE EKR0961 (dont l'équipement de catégorie IV selon la directive 97/23/CE avec la plus grande capacité a un $V = 738$ l pour une PS de 14 bar), l'exploitant a défini une périodicité entre 2 inspections périodiques à 48 mois.</p> <p>Cela est contraire au CTP pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression version en vigueur du 23 juillet 2020 qui prévoit une périodicité de 24 mois pour les équipements de catégorie IV au chapitre C.3.2.</p> <p>L'exploitant a présenté un compte-rendu d'inspection périodique d'un équipement sous pression de gaz réalisé par la société NGO le 17/10/2023. Ce CR valide une inspection périodique sur la base d'un plan d'inspection inexistant. L'inspection périodique n'est donc pas valable.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a expliqué avoir prévu de refaire l'ensemble des contrôles réglementaires au cours du mois d'octobre 2024 à savoir : rédaction du plan d'inspection, visite initiale, inspection périodique, approbation du plan d'inspection et requalification périodique.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre dès réalisation l'ensemble des éléments : plan d'inspection (approuvé), rapport de visite initiale, compte-rendu d'inspection périodique et attestation de requalification périodique pour l'ensemble EKR0961.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7-1
Thème(s) : Risques accidentels, Preuve de dépôt DMS
Prescription contrôlée : Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service : 1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ;
Constats : Pour l'ensemble TRANE EKR0961, l'évaporateur TRANE VC02560 (V = 738 l pour une PS de 14 bar) n'a pas fait l'objet de la déclaration de mise en service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Déclarer l'équipement sur le site LUNE : https://lune.din.developpement-durable.gouv.fr/ et transmettre la preuve de dépôt au plus tard sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois